

Nous croyons avoir compris la pression, les sollicitations de François MITTERAND et de Juvénal HAYARIMANA, vous avez décidé de satisfaire leurs demandes, à un nom de quels intérêts ? Vous êtes le seul à le savoir.

Plus tard encore, un drame exactement semblable mais d'une ampleur cinq fois plus horrible, se produisit au Rwanda où tout Tutsi, tout Hutu opposé à HAYARIMANA devait être exterminés. Ceci a été organisé et exécuté le plus partiellement du monde sous l'œil indifférent et inerte de vos nombreuses troupes pourtant suréquipées. Une fois le génocide consommé, vous n'avez pas trouvé mieux que de rapatrier vos troupes et d'autoriser aussitôt les troupes françaises (sic) à se déployer pour créer une zone de protection musclée en faveur des génocidaires après la prise de Kigali par le FPR.

Actuellement, vous ne cessez de mobiliser et d'intoxiquer l'opinion internationale et le Conseil de Sécurité en particulier, pour annoncer, de connivance avec NTIBANTUNGANYA, l'imminence d'un "génocide à la Rwandaise", comme si le Burundi n'avait pas déjà connu son premier génocide.

De plus, vous restez le seul, malgré les réserves répétées et avisées des membres du Conseil de Sécurité, à continuer de justifier et de réclamer l'envoi de troupes étrangères au Burundi. Cette complicité avec une puissance bien connue, pour des intérêts néo-coloniaux, ne sert nullement la cause de l'ONU ! Vous le savez aussi, mais vous pensez que les autres sont aveugles.

De toute façon, pour tout observateur de bonne foi, il est clairement évident que sans l'armée disciplinée et clairvoyante du Burundi, ce pays n'aurait aujourd'hui plus rien de tel. Nous vous demandons de ne plus militer en faveur de la démobilisation de l'armée Burundaise, ce serait un encouragement du génocide que le FRODEBU cherche encore à parachever sans aucun obstacle.

POSITION DU PARENA

à propos de la manifestation contre le Parlement

Le Parlement burundais, qui regorge de génocidaires et de maquisards à satiété, a cent fois mérité sa dissolution. La Conférence Nationale Souveraine proposée par le PARENA, si elle avait été acceptée, aurait eu entre autres effets bénéfiques, de nous débarrasser de cette drôle d'Assemblée.

L'ironie du sort veut que l'UPRONA s'attaque à l'Assemblée Nationale au moment même où pour une fois les Parlementaires FRODEBU ont peut-être eu raison de refuser les pouvoirs spéciaux à un Président qui gère si mal les pouvoirs normaux, mais qui de surcroît n'avait nul besoin de leur vote ! En effet, l'article 79 de la Constitution donne le pouvoir au Président de la République de proclamer l'état d'exception par décret-loi, après consultation officielle du Premier Ministre, du Président de l'Assemblée Nationale, du Conseil National de Sécurité et de la Cour constitutionnelle, "lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité du territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés."

Comment les membres du Gouvernement et du Conseil National de Sécurité issus de "l'opposition" conventionnée et singulièrement le Premier Ministre ont-ils accepté que le Président choisisse une formule alambiquée, d'ailleurs contraire à l'esprit de la Constitution, en annonçant des mesures caduques puisque non soutenues par aucun texte juridique qui leur donne force de loi ? S'ils ne l'ont pas accepté, pourquoi ne dénoncent-ils pas la mascarade ? Ne sommes-nous pas en retard d'une guerre ?

Les vrais problèmes du pays sont :
NTIBANTUNGANYA, dont le double langage est devenu une seconde nature ;

Le FRODEBU qui après nous avoir imposé la guerre veut nous amener à Canossa pour y reconnaître son délégué NYANGOMA malgré ses crimes ;

la Convention de Gouvernement qui est une machine à broyer l'opposition, mais qui ne nous aide à résoudre aucun problème pratique, excepté le partage de postes, puisque l'impunité, l'insécurité, le pillage des caisses de l'Etat, la méfiance entre institutions, la désintégration de la Société et la guerre civile larvée, continuent de plus belle !

Oh ! que de contradictions dans cette République en liquéfaction !
Attaquons-nous aux vrais problèmes !

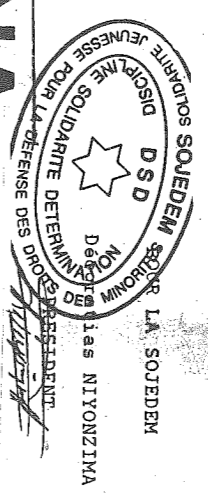
Enfin, dans votre récent rapport verbal au Conseil de Sécurité, vous venez de comparer le Burundi à l'Afrique du Sud sous l'Apartheid. Vous avez déclaré que les Tutsis sont les Boers et les Hutus sont les Noirs d'Afrique du Sud, et que le Burundi a besoin d'un Nelson MANDELA et d'un DE CLERCK pour sortir de sa crise ethnique. Ceci est vraiment le sommet de la tricherie.

EN CONCLUSION, Monsieur le Secrétaire Général,

Nous osons espérer que vous vous êtes déplacé pour le Burundi, non pas pour conforter vos prises de position déjà erronées, mais pour enfin comprendre vous-même la réalité, au-delà des slogans et des rapports-stéréotypés, télégraphés, que s'activent à vous transmettre les représentants spéciaux et autres envoyés du système des Nations Unies au Burundi.

Enfin, nous restons fermement convaincus, que la majorité des citoyens burundais, Hutu et Tutsi confondus ont la même soif de la paix et de sécurité, que leur impose une conspiration d'individus hisses par accident à la tête de l'Etat. Seule la force objective combinée de ces deux majorités viendra très bientôt à bout de ce mauvais sort.

En terminant, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de notre considération très distinguée.



Bujumbura, le 07-Juillet 1995

